

Jean Chauvel, Commentaire: D'Alger à Berne (1944-1952): extrait sur le traité de Dunkerque

Légende: Dans ses Mémoires, Jean Chauvel, secrétaire général du ministère français des Affaires étrangères, se souvient des négociations qui ont conduit à la signature du traité d'alliance et d'assistance mutuelle entre la France et le Royaume-Uni à Dunkerque, le 4 mars 1947.

Source: CHAUVEL, Jean. Commentaire: D'Alger à Berne (1944-1952). 1972: Librairie Arthème Fayard, 1972. 282 p. p. 190-193.

Copyright: (c) CHAUVEL Jean

URL:

http://www.cvce.eu/obj/jean_chauvel_commentaire_d_alger_a_berne_1944_1952_extrait_sur_le_traite_de_dunkerque-fr-a460d20a-c5e6-482b-ae93-88210a1c93c4.html

Date de dernière mise à jour: 14/05/2013

Commentaire: D'Alger à Berne (1944-1952) : extrait sur le traité de Dunkerque

[...]

Je tiens que le rejet par l'U. R. S. S. de la proposition Byrnes sur l'Allemagne et le refus de bénéficier de l'aide Marshall furent les deux occasions essentielles où se manifesta la rupture entre l'Est et l'Ouest. Le désaccord sur l'Allemagne devait conduire, au printemps de 1948, au boycottage par les Russes du conseil de contrôle et au blocus de Berlin. Le refus du plan Marshall eut des conséquences plus spectaculaires encore, qui procédèrent de la décision imposée par l'U. R. S. S. à tous les gouvernements d'Europe orientale sur lesquels ils avaient une action particulière, de s'aligner sur la position de Moscou. Ce fut à la fois l'affirmation de cette action et la consécration d'une emprise qui se resserra alors et qui ne devait plus se relâcher.

[...]

Ainsi se constitua sous nos yeux, avec une rigueur implacable, le bloc oriental.

A vrai dire, le processus était, depuis un temps, sourdement en cours. J'avais à plusieurs reprises attiré l'attention de mon ministre sur la prolifération en Europe orientale de traités bi ou multilatéraux de diverses natures qui, bientôt, en vinrent à constituer un réseau serré. L'Occident n'avait rien à opposer à cela. Il y manquait, à la base, une pièce essentielle, qui était cet accord franco-britannique destiné à fermer le triangle dont les deux autres côtés étaient les pactes franco-soviétique et anglo-soviétique. [...] J'ai dit enfin que le général de Gaulle s'était systématiquement refusé par la suite à tout arrangement avec l'Angleterre aussi longtemps que les affaires du Levant et la question allemande ne seraient pas réglées dans le sens où il entendait qu'elles le fussent. Les choses ne pouvaient rester indéfiniment à ce point. M. Bidault en convint. Le gouvernement Blum, sur ce sujet comme sur d'autres, fournit l'occasion du dégageement.

L'initiative fut anglaise. Duff Cooper, un beau jour, vint voir P. O.-Lapie, à l'époque sous-secrétaire d'État au Quai, et lui parla, en termes assez flous, d'un accord à conclure. L'entretien fut repris chez le Président du Conseil. Avisés de cette suggestion, Massigli et moi étions assez réservés à son sujet. Nous avions nombre de questions à régler avec Londres. Le règlement traînait. Le Gouvernement français, intérimaire, n'était au pouvoir que pour un temps très court, trop court pour une négociation en règle portant sur des sujets difficiles et divers. Cela étant, un papier politique laissant le contentieux en état risquait d'apparaître très creux. Il pouvait aussi couvrir une procrastination prolongée.

Blum lui-même hésitait. Il décida enfin de faire un saut à Londres. Ce fut le 13 janvier. Son propos était de parler, notamment, de livraisons de charbon de la Ruhr. Le 15, un communiqué sortit qui, après avoir fait état d'échanges de vues sur l'Allemagne et son charbon, annonçait l'intention des deux gouvernements de conclure un traité d'alliance.

Au terme de l'intérim Blum, le Ministère Ramadier formé, M. Bidault se retrouva aux Affaires étrangères. Le projet d'alliance était dans sa corbeille. Il eut été difficile de n'y point donner suite.

Cette suite elle-même, le principe en étant accepté, ne soulevait pas de problèmes fondamentaux. Elle fut retardée par le souci que manifestèrent les Anglais de donner au texte plus de substance que n'en avaient les pactes conclus avec Moscou par l'une et l'autre partie. Mais qu'y mettre de significatif alors que les politiques de Paris et de Londres demeuraient divergentes sur divers points importants ? Et comment différer, alors que l'intention de conclure était annoncée et que s'approchait la date de réunion de la conférence quadripartite de Moscou ?

En fait, après quelques tâtonnements, l'établissement du traité fut assuré par notre ambassade à Londres, rapidement et sans peine. J'en étais instruit par le téléphone à mesure des développements. Les pourparlers aboutirent à la fin de février. L'objet de l'accord, était-il précisé, était d'empêcher l'Allemagne de redevenir une menace pour la paix.

L'œuvre étant achevée, il s'agissait de signer les documents. Les Anglais proposèrent de le faire à Dunkerque comme étant le lieu où, en 1940, nos armées avaient mené ensemble une glorieuse résistance à la marée des forces allemandes. Pour l'opinion française, ce nom rappelait plutôt le rembarquement britannique que quatre années d'occupation et de propagande anti-anglaise avaient accoutumé les gens à considérer comme un lâchage. Devant l'insistance de Londres, nous nous laissâmes néanmoins convaincre. Il fut entendu que les Anglais débarqueraient à Calais ou Boulogne et qu'un train les attendrait en gare de Dunkerque pour les emmener, via Berlin, à Moscou où la conférence quadripartite se réunissait six jours plus tard.

Nous partîmes donc pour Dunkerque, le 4 au matin, dans un train spécial. Nous étions nombreux. Il y avait des dames et je me souviens de Lady Diana Cooper vêtue de gris clair. Nous arrivâmes dans une ville détruite au point de ressembler aux excavations des villes grecques les moins préservées. J'avais bien connu ces lieux pour avoir passé, étant enfant, un été à Malo-les-Bains. Je n'en retrouvai rien. On nous conduisit vers la seule maison intacte qu'on pût voir. Je ne sais plus si c'était la gare ou la sous-préfecture. On nous fit entrer dans une salle où des gradins avaient été disposés pour les officiels et les journalistes. Devant nous, séparé de nous par un cordon rouge, était un espace où se trouvaient une table et deux chaises. Bidault et Bevin entrèrent, prirent chacun sa chaise, s'assirent. Bidault ne parlait pas un mot d'anglais, Bevin pas un mot de français. Ils attendaient, muets, les papiers. L'attente se prolongea. Un flottement devint sensible. Nous apprîmes enfin, je ne sais comment, que le fonctionnaire du Foreign Office qui avait la charge des documents s'était égaré entre Boulogne et Dunkerque. La voiture, pensait-on, avait pris le mauvais tournant. On était à sa recherche. Elle dura quelque temps, pendant quoi le public, en silence, regardait les deux hommes d'Etat silencieux. Puis l'homme perdu, retrouvé, arriva avec ses pièces, les ministres signèrent, se congratulèrent, les Anglais prirent leur train pour Moscou et nous pour Paris, les deux équipes devant se retrouver presque aussitôt après en conférence à quatre.

[...]